Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
1957

MTL. L.5506/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 22 novembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal organique du 5 octobre 1876 relatif à l'Administration de la marine et l'arrêté royal du 24 janvier 1936 pris en exécution de la loi du 7 mars 1935", a donné le 3 décembre 1956 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e november 1956 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het organiek koninklijk besluit van 5 october 1876 betreffende het Bestuur van het Zeewezen en van het koninklijk besluit van 24 januari 1936, genomen in uitvoering van de wet van 7 maart 1935", heeft de 3e december 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend en premier lieu à augmenter la rémunération des sauveteurs volontaires de la côte lorsqu'ils sont réunis en permanence sans avoir à porter assistance à des navires en détresse ou à des naufragés. A cette fin, il remplace le texte de l'article 80 du règlement organique de l'Administration de la marine.

Le règlement organique de l'Administration de la marine a été établi par arrêté royal du 5 octobre 1876. De ce règlement, les articles 79 à 82 concernent le service de sauvetage. Ils prévoient les rémunérations et les primes dont bénéficient et les "agents rétribués du service de sauvetage", et ceux qui "appartiennent à la brigade de sauveteurs volontaires à Ostende". Ces termes, dans lesquels s'exprimait à l'origine l'article 79, ont été remplacés par ceux de "agents nommés ou volontaires du service de sauvetage". Le Conseil d'Etat n'a pu retrouver l'origine de cette modification qui n'apparaît que dans le texte du règlement organique mis à jour par l'administration.

Or, suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, il n'existe plus de sauveteurs "nommés", c'est-à-dire des sauveteurs ayant, en cette qualité, des fonctions exclusives, et le Gouvernement n'a plus l'intention d'y recourir. Depuis plus de 20 ans le service de sauvetage est uniquement constitué par des volontaires. Il serait, dès lors, d'autant plus indiqué de supprimer dans les publications du règlement de 1876 les mentions de l'article 79 relatives aux sauveteurs "nommés". L'article 82 du règlement rendant applicables aux "sauveteurs volontaires" les dispositions des articles 80 et 81 devrait également, et pour le même motif, être supprimé.

.../...

Le Conseil d'Etat fait en outre observer qu'il n'existe pas de texte néerlandais de l'arrêté du 5 octobre 1876, ni des arrêtés qui l'ont modifié et qui ont été pris avant la loi du 18 avril 1898 relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles. Il importe d'autant plus d'établir, par voie d'arrêté royal, un texte néerlandais du règlement visé que le personnel de l'Administration de la marine est composé en ordre principal d'agents d'expression néerlandaise et que les services de cette administration sont, pour la plupart, établis dans la partie flamande du pays.

\+

\+ +

Le projet tend ensuite à remplacer les articles 5 et 18 de l'arrêté du 24 janvier 1936 pris en exécution de la loi du 7 mars 1935 assurant aux sauveteurs volontaires une pension de retraite et la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Cet arrêté royal du 24 janvier 1936 n'a pas été publié. Or, comme la carrière de sauveteur volontaire est en principe accessible à tous les citoyens, cet arrêté aurait dû, conformément à la loi du 18 avril 1898, être publié au Moniteur belge. Il est proposé en conséquence de reprendre dans l'arrêté en projet, non seulement les dispositions de l'arrêté royal du 24 janvier 1936 que le Gouvernement entend modifier, mais ses autres dispositions également, de manière à pouvoir abroger l'arrêté non publié et remédier ainsi pour l'avenir au défaut de publication.

\+

\+ +

.../...

Le préambule vise l'avis du Comité départemental de consultation syndicale. Des pièces annexées au projet il apparaît que cet avis émane en fait du deuxième sous-comité de consultation syndicale. Il a été donné le 4 novembre 1952, sous l'empire de l'ancien statut syndical du 11 juillet 1949. Vu le temps anormalement long qui s'est écoulé depuis cet avis, il serait prudent de soumettre à nouveau la question au comité de consultation syndicale tel qu'il est actuellement organisé.

\+

\+ \+

A l'article 1er du projet il y a lieu de préciser que la rémunération est accordée pour une vacation quelle que soit la durée de celle-ci.

Quant à la mobilité de cette rémunération, il n'est pas indiqué de se référer explicitement à l'arrêté royal du 16 février 1953 qui peut être remplacé. Une autre formule est proposée à ce sujet.

\+

\+ \+

Le projet appelle enfin certaines observations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire. Elles ressortent suffisamment des textes proposés ci-après :

.../...

I.

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 octobre 1876 qui porte le règlement organique de l'Administration de la marine.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1876 qui porte le règlement organique de l'Administration de la marine, et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété;

Vu l'article 42 de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des ministères et l'arrêté royal du 19 mars 1953 relatif à la mobilité des traitements du personnel rétribué par l'Etat, modifiés par l'arrêté royal du 26 avril 1956;

Considérant qu'il convient d'augmenter les rémunérations accordées aux sauveteurs volontaires;

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'avis de Notre Premier Ministre, donné le 29 mars 1956;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 80 de l'arrêté royal du 5 octobre 1876, modifié par l'arrêté royal du 9 mai 1938 et par l'arrêté du Régent du 3 août 1948, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 80. Lorsque le personnel de sauvetage est réuni en permanence, sans avoir à porter assistance à des navires en détresse ou à des naufragés, il bénéficie, quelle que soit la durée de la vacation, d'une rémunération journalière fixée comme suit :

§ 1er. Sauveteurs volontaires faisant partie, en une autre qualité, d'une administration de l'Etat :

A. lorsque les heures consacrées au service de sauvetage coïncident avec le service dans une administration de l'Etat :
Patrons-sauveteurs, ... (supprimer les mots "par jour") ... ;

B. lorsque les heures consacrées au service de sauvetage ne coïncident pas avec le service dans une administration de l'Etat :

Patrons-sauveteurs, ... (supprimer les mots "par jour") ... .

§ 2. Autres sauveteurs volontaires :

Patrons-sauveteurs, ... (supprimer les mots "par jour") ... .

La même rémunération augmentée de moitié est accordée pour le service de nuit, c'est-à-dire entre vingt heures et huit heures.

Les taux précités sont majorés ou réduits comme les traitements du personnel des administrations de l'Etat, suivant la hausse ou la baisse de l'index des prix de détail du Royaume".

Article 2.-

L'article 82 du même arrêté est abrogé.

Article 3.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Le Ministre des Finances,

.../...

II.

Arrêté royal relatif à la pension de retraite par limite d'âge, des sauveteurs volontaires de la côte belge et à la réparation des dommages résultant des accidents survenus dans l'exercice de leurs fonctions.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 7 mars 1935 assurant aux sauveteurs volontaires une pension de retraite par limite d'âge et la réparation des dommages résultant des accidents du travail;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1876 qui porte le règlement organique de l'Administration de la marine, notamment l'article 80 modifié par l'arrêté royal du ... (date de l'arrêté proposé ci-dessus sous le I)...;

Vu l'article 42 de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des ministères et l'arrêté royal du 19 mars 1953 relatif à la mobilité des traitements du personnel rétribué par l'Etat, modifiés par l'arrêté royal du 26 avril 1956;

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale;

.../...

Vu l'avis de Notre Premier Ministre, donné le 29 mars 1956;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

...

(suit le texte de l'arrêté du 24 janvier 1936 dont les articles 5 et 18 devraient être libellés comme suit)...

Article 5.-

Pour établir le revenu moyen annuel, les sauveteurs volontaires seront censés avoir bénéficié des rémunérations suivantes :

§ 1er. Sauveteurs volontaires faisant partie, en une autre qualité, d'une administration de l'Etat :

A. patron-sauveteur et patron-sauveteur faisant fonction de motoriste : 4.500 francs

B. quartier-maître sauveteur et quartier-maître sauveteur faisant fonction de conducteur d'auto : 4.000 francs

C. matelot-sauveteur : 3.100 francs.

.../...

§ 2. Autres sauveteurs volontaires :

A. patron-sauveteur et patron-sauveteur faisant fonction de motoriste : 9.000 francs

B. quartier-maître sauveteur et quartier-maître sauveteur faisant fonction de conducteur d'auto : 7.200 francs

C. matelot-sauveteur : 5.600 francs.

Article 18.-

Lorsque, pour la réparation des dommages résultant d'accidents de travail survenus dans l'exercice et par le fait de leurs fonctions, il est fait application de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les sommes ci-après seront considérées comme constituant le salaire quotidien de la victime :

111 francs pour un patron-sauveteur et patron-sauveteur faisant fonction de motoriste;

103 francs pour un quartier-maître sauveteur et quartier-maître sauveteur faisant fonction de conducteur d'auto;

87 francs pour un matelot-sauveteur.

Ces taux sont majorés ou réduits comme les traitements du personnel des administrations de l'Etat, suivant la hausse ou la baisse de l'index des prix de détail du royaume.

.../...

Article 19.-

... (texte de l'arrêté du 24 janvier 1936) ...

Article 20.-

L'arrêté royal du 24 janvier 1936 pris en exécution de la loi du 7 mars 1935 est abrogé.

Article 21.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt in de eerste plaats tot het verhogen van de bezoldiging der vrijwillige redders aan de kust, wanneer zij in de wacht bijeen zijn zonder aan schepen in nood of schipbreukelingen hulp te moeten bieden. Daartoe vervangt het de tekst van artikel 80 van het organiek reglement van het Bestuur van het zeewezen.

Dit organiek reglement is vastgesteld bij koninklijk besluit van 5 oktober 1876. De artikelen 79 tot 82 ervan hebben betrekking op de reddingsdienst. Zij bepalen de bezoldigingen, en premiën welke én de bezoldigde beambten van de reddingsdienst, én de tot de brigade der vrijwillige redders te Oostende behorende beambten genieten. Deze termen van het oorspronkelijke artikel 79 zijn vervangen door "benoemde of vrijwillige beambten van de reddingsdienst". Wanneer deze wijziging, welke alleen blijkt uit de door het Bestuur bijgehouden tekst van het organiek reglement, is aangebracht, heeft de Raad van State niet kunnen uitmaken.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zijn er echter geen "benoemde" redders meer, met andere woorden, geen redders die als zodanig exclusieve functies hebben, en is de Regering ook niet voornemens nog een beroep op zodanige redders te doen. Sedert meer dan twintig jaar maken alleen nog vrijwillige redders deel uit van de reddingsdienst. Een reden temeer dus om in de publicaties van het reglement van 1876 alles te schrappen wat artikel 79 omtrent de "benoemde" redders bepaalt. Om dezelfde reden zou artikel 82 van het reglement, dat het bepaalde in de artikelen 80 en 81 op de "benoemde redders" van toepassing verklaart, moeten vervallen.

.../...

De Raad van State wijst er voorts op, dat geen Nederlandse tekst bestaat van het besluit van 5 oktober 1876, evenmin als van de besluiten die het vóór het tot stand komen van de wet van 18 april 1898 betreffende het gebruik der Vlaamse taal bij officiële bekendmakingen hebben gewijzigd. In een Nederlandse tekst van genoemd reglement behoort des te meer bij koninklijk besluit te worden voorzien, daar het personeel van het Bestuur van het zeewezen hoofdzakelijk uit Nederlandssprekende beambten bestaat en de diensten van dit bestuur voor het merendeel in het Vlaamse landsgedeelte zijn gevestigd.

\+

\+ \+

Het ontwerp strekt vervolgens tot vervanging van de artikelen 5 en 18 van het besluit van 24 januari 1936, ter uitvoering van de wet van 7 maart 1935 tot toekenning van een pensioen aan de vrijwillige redders en de vergoeding van de schade voortspruitende uit arbeidsongevallen. Dit koninklijk besluit van 24 januari 1936 is evenwel niet bekendgemaakt. Nochtans had de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, overeenkomstig de wet van 18 april 1898, moeten plaats hebben, aangezien de loopbaan van vrijwillig redder in beginsel voor alle staatsburgers openstaat. Daarom wordt voorgesteld, in het ontworpen besluit niet alleen die bepalingen van het koninklijk besluit van 24 januari 1936 welke de Regering wenst te wijzigen, maar ook de overige bepalingen ervan op te nemen, zodat de opheffing van het niet bekendgemaakte besluit mogelijk wordt en het ontbreken van bekendmaking voor de toekomst wordt goedgemaakt.

\+

\+ \+

De aanhef maakt melding van het advies van de departementale syndicale raad van advies. Uit de bijlagen van het ontwerp blijkt echter, dat het advies in feite is uitgegaan van het tweede syndicaal subcomité van advies. Het werd gegeven op 4 november 1952 onder de gelding van het oude syndicaal statuut van 11 juli 1949. Gelet op de ongewoon lange termijn die sindsdien is verlopen, zou de kwestie voorzichtigheidshalve opnieuw moeten worden voorgelegd aan de syndicale raad van advies, zoals hij thans is ingericht.

\+

\+ \+

In artikel 1 van het ontwerp behoort te worden gezegd, dat de bezoldiging toegekend wordt per vacatie, ongeacht de duur ervan.

Wat de mobiliteit van deze bezoldiging betreft, is het niet raadzaam uitdrukkelijk te verwijzen naar het koninklijk besluit van 16 februari 1953 dat kan worden vervangen. Een andere formule wordt voorgesteld.

\+

\+ \+

Tenslotte zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen aangaande de vorm te maken die geen commentaar behoeven. Zij blijken genoegzaam uit de hierna voorgestelde teksten :

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 80 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1876, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 mei 1938 en bij het besluit van de Regent van 3 augustus 1948, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 80.-

Wanneer het personeel van de reddingsdienst in de wacht bijeen is, zonder aan schepen in nood of schipbreukelingen hulp te moeten bieden, geniet het, ongeacht de duur van de vacatie, een bezoldiging die per dag is vastgesteld als volgt :

§ 1. Vrijwillige redders die in een andere hoedanigheid tot een Rijksbestuur behoren :

A. wanneer de aan de reddingsdienst bestede uren samenvallen met de dienst in een Rijksbestuur :

Schippers-redders, ... (de woorden "per dag" schrappen) ...;

B. wanneer de aan de reddingsdienst bestede uren niet samenvallen met de dienst in een Rijksbestuur :

Schippers-redders, ... (de woorden "per dag" schrappen) ...

.../...

§ 2. Andere vrijwillige redders :

Schippers-redders ... (de woorden "per dag" schrappen) ...

Dezelfde bezoldiging, met de helft verhoogd, wordt toegekend voor nachtdienst, dit is tussen twintig uur en acht uur.

Voornoemde bedragen worden, zoals de wedden van het personeel der Rijksbesturen, vermeerderd of verminderd naargelang het indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor het Rijk stijgt of daalt".

Artikel 2.-

Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 3.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

De Minister van Financiën,

.../...

II.

Koninklijk besluit betreffende het rustpensioen wegens leeftijdsgrens der vrijwillige redders aan de Belgische kust, en betreffende de vergoeding der schade veroorzaakt door ongevallen die zich tijdens de uitoefening van hun ambt hebben voorgedaan.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 7 maart 1935 tot toekenning van een pensioen wegens het bereiken van de leeftijdsgrens aan de vrijwillige redders en de vergoeding van de schade voortspruitende uit arbeidsongevallen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1876 houdende organiek reglement van het Bestuur van het zeewezen, inzonderheid op artikel 80 gewijzigd bij het koninklijk besluit van ... (datum van het onder I voorgestelde besluit)...

Gelet op artikel 42 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries en op het koninklijk besluit van 19 maart 1953 betreffende de mobiliteit der wedden van het door de Staat bezoldigd personeel, een en ander gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 1956;

.../...

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van Onze Eerste Minister, gegeven de 29ste maart 1956;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

...

(volgt de tekst van het besluit van 24 januari 1936, waarvan de artikelen 5 en 18 moeten luiden) ...

Artikel 5.-

Ter bepaling van het gemiddeld jaarlijks inkomen worden de vrijwillige redders geacht de volgende bezoldigingen te hebben genoten :

§ 1. Vrijwillige redders die in een andere hoedanigheid tot een Rijksbestuur behoren :

A. schipper-redder en schipper-redder dienstdoend motorschouwer : 4.500 frank

B. kwartiermeester-redder en kwartiermeester-redder dienstdoend autobestuurder : 4.000 frank

C. matroos-redder : 3.100 frank.

.../...

I.

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 oktober 1876 houdende organiek reglement van het Bestuur van het zeewezen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1876 houdende organiek reglement van het Bestuur van het zeewezen en op de latere besluiten die het hebben gewijzigd en aangevuld;

Gelet op artikel 42 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries en op het koninklijk besluit van 19 maart 1953 betreffende de mobiliteit der wedden van het door de Staat bezoldigd personeel, een en ander gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 1956;

Overwegende dat de bezoldigingen der vrijwillige redders dienen te worden verhoogd;

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van Onze Eerste Minister, gegeven de 29ste maart 1956;

.../...

§ 2. Andere vrijwillige redders :

A. schipper-redder en schipper-redder dienstdoend motorschouwer : 9.000 frank

B. kwartiermeester-redder en kwartiermeester-redder dienstdoend autobestuurder 7.200 frank

C. matroos-redder 5.600 frank.

Artikel 18.-

Wanneer ter vergoeding van de schade veroorzaakt door arbeidsongevallen die zich tijdens de uitoefening van en door het ambt hebben voorgedaan, toepassing wordt gemaakt van de wet van 24 december 1903 op de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, worden de navolgende bedragen als dagloon van het slachtoffer aangemerkt :

111 frank voor een schipper-redder en schipper-redder dienstdoend motorschouwer;

103 frank voor een kwartiermeester-redder en kwartiermeester-redder dienstdoend autobestuurder;

87 frank voor een matroos-redder.

Deze bedragen worden, zoals de wedden van het personeel der Rijksbesturen, vermeerderd of verminderd naargelang het indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor het Rijk stijgt of daalt.

.../...

Artikel 19.-

... (tekst van het besluit van 24 januari 1936) ...

Artikel 20.-

Het koninklijk besluit van 24 januari 1936 ter uitvoering van de wet van 7 maart 1935 wordt opgeheven.

Artikel 21.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président,
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter,
G.HOLOYE,	conseillers d'Etat,		
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,		
L.FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,		
J.LIMPENS,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
J.CYPRES,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.A.DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.A.DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.